

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 28/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HENON\_DECHETTERIE\_LTM**

Espace LAMBALLE Terre & Mer  
41 rue Saint-Martin - BP 90456  
22400 Lamballe-Armor

Références : 2025.112 - Recommandé n° 1A 215 042 4063 1

Code AIOT : 0005514380

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement HENON\_DECHETTERIE\_LTM implanté La Noé Jeannais 22150 Hénon. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de la DREAL et plus particulièrement dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure consécutif à la visite d'inspection du 16 novembre 2023 et notifié à l'exploitant le 12 février 2024. La mise en demeure porte sur le respect des prescriptions concernant :

- la gestion des eaux pluviales du site;
- les moyens de lutte contre l'incendie;
- les conditions d'entreposage des déchets végétaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HENON\_DECHETTERIE\_LTM
- La Noé Jeannais 22150 Hénon
- Code AIOT : 0005514380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement public de coopération intercommunale "Lamballe Terre et Mer" exploite une déchèterie au lieu-dit LA NOE JEANNAIS sur la commune d'HENON. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 20 janvier 2006. Les installations sont soumises aux rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- rubrique n°2710-1b (collecte de déchets dangereux) : la quantité de déchets susceptibles d'être présents est supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes;
- rubrique n°2710-2a (collecte de déchets non dangereux) : la quantité de déchets susceptibles d'être présents est supérieure ou égale à 300 m3;
- rubrique n°2794 : Broyage de déchets végétaux non dangereux.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	COLLECTE DES EAUX PLUVIALES	AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Amende, Demande d'action corrective	6 mois
2	MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Demande d'action corrective, Amende	6 mois
3	STOCKAGE DES DECHETS VERTS	AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	NIVEAU DE BRUIT	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	VALEURS LIMITES DE REJET	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	SURVEILLANCE DES EMISSIONS SONORES	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41.IV	Sans objet
7	DECHETS SORTANTS	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle du 5 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure, notifié à l'issue du contrôle réalisé le 16 novembre 2023, ne sont pas respectées. L'exploitant a informé l'administration, par courrier du 5 août 2024, de la désignation d'un maître d'œuvre afin de mettre en conformité le site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté. L'exploitant a indiqué à l'administration avoir pris la décision de ne plus accepter les déchets végétaux sur la déchèterie. S'agissant des émissions sonores, la visite a mis en évidence que l'exploitant procède à la surveillance du bruit émis par ses installations. Les résultats de la dernière campagne de mesurage montrent, lors des activités de broyage, un respect des valeurs en limite de propriété mais un dépassement des niveaux sonores dans la zone à émergence réglementée. L'exploitant a indiqué avoir suspendu toute activité de broyage depuis le 1er octobre 2024.

Le non-respect d'un arrêté de mise en demeure constitue un délit au regard du code de l'environnement. L'inspection des installations classées souligne que ces observations portant sur la défense incendie et le traitement des eaux pluviales avaient déjà été formulées lors d'un contrôle réalisé le 29 février 2016. Les constats établis conduisent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor d'appliquer une sanction administrative, sous la forme d'une amende, à l'encontre de l'établissement public de coopération intercommunale Lamballe Terre et Mer.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : COLLECTE DES EAUX PLUVIALES

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lamballe Terre & Mer, exploitant une déchetterie sise La Noé Jeannais sur la commune d'HÉNON est mise en demeure de respecter la disposition des articles suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 32 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 en installant un traitement adéquat en bout de réseau de collecte d'eaux pluviales de la plateforme de déchets verts dans un délai de six mois.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le réseau des eaux pluviales de la déchèterie est organisé comme suit :

- les eaux de ruissellement issues des quais et de la voirie transitent dans un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le milieu naturel;
- les eaux de la plate-forme d'entreposage des déchets verts sont, quant à elles, collectées dans un bassin de décantation avant leur rejet.

Post-inspection, l'exploitant a remis un plan des réseaux de l'installation (non daté). Il n'a pu être confirmé si le rejet, en sortie du bassin, est réalisé dans le milieu naturel (ruisseau) ou dans la station (ce qui nécessiterait, le cas échéant, une autorisation de rejet).

Le bassin ne présente pas de caractère d'étanchéité et ne permet donc pas d'assurer la fonction de rétention et de décantation des eaux pluviales potentiellement polluées après ruissellement sur la plateforme. L'exploitant a informé les services de la Préfecture, par courrier du 5 août 2024, avoir pris la décision d'interdire temporairement le dépôt de déchets végétaux jusqu'à la régularisation de sa situation avec la mise en place d'un dispositif adéquat de traitement des eaux. L'inspection a constaté, le jour de la visite, la présence de quelques souches mais aucun autre dépôt de déchets verts sur la plate-forme. L'exploitant a informé les services de l'administration de la désignation d'un maître d'œuvre pour l'accompagner dans la mise en conformité de son installation. Les travaux n'ont pas été réalisés au jour de l'inspection bien que le délai de 6 mois fixé dans l'arrêté de mise en demeure soit échu (date butoir de mise en conformité : 12 août 2024). Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les plans d'un projet de mise en conformité. L'inspection des installations classées rappelle que le constat d'absence de dispositif de traitement des eaux avait déjà fait l'objet d'une observation lors d'un contrôle réalisé le 29 février 2016.

L'exploitant a confirmé que le séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des quais et de la voirie fait l'objet des opérations d'entretien et de nettoyage par l'exploitant (vu les deux dernières fiches d'intervention du 25/07/2023 et 26/04/2024).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le non-respect de l'arrêté de mise en demeure relatif à la mise en place d'un système de traitement adéquat des eaux de ruissellement de la plate-forme d'entreposage des déchets verts constitue un délit au titre du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose en conséquence à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor d'appliquer une amende administrative. Il est demandé par ailleurs demander à l'exploitant de s'engager sur la mise en conformité de l'installation et de transmettre un calendrier de réalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## **N° 2 : MOYENS D'ALERTE ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réserve d'eau

#### **Prescription contrôlée :**

Lamballe Terre & Mer [...] est mise en demeure de respecter la disposition des articles suivants :

- 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 en installant des moyens de lutte incendie (poteaux ou réserve d'eau) dans un délai de six mois.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a mis en évidence que l'installation n'est pas dotée de poteau incendie permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup> par heure pendant au moins deux heures ni, à défaut, d'une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m<sup>3</sup> pour lutter contre le feu en cas de sinistre. L'exploitant a informé les services de la Préfecture de la désignation d'un maître d'œuvre pour l'accompagner dans la mise en conformité de son installation et a présenté le jour de l'inspection les plans d'un projet.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que ce constat de défaut de moyens de lutte contre l'incendie avait déjà fait l'objet d'une observation lors de la visite d'inspection du 29 février 2016. Par mémoire en réponse, daté du 27 juillet 2016, la communauté de communes indiquait avoir pris l'attache de la Mairie afin de se conformer à l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation et mettre en place une défense incendie en accord avec les services d'incendie et de secours. Suite au contrôle du 16 novembre 2023, en l'absence de mise en conformité, l'exploitant a été mis en demeure de respecter cette prescription dans un délai de 6 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le non-respect de l'arrêté de mise en demeure constitue un délit au titre du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'appliquer en conséquence une amende administrative et demande à l'exploitant l'installation d'un poteau incendie ou, à défaut, d'une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m<sup>3</sup> afin de disposer des ressources suffisantes pour lutter en cas d'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Amende</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

### N° 3 : STOCKAGE DES DECHETS VERTS

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance d'implantation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lamballe Terre &amp; Mer [...] est mise en demeure de respecter la disposition des articles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en stockant les déchets verts à plus de 20 m de l'enceinte de l'établissement ou mettant en place un dispositif séparatif et fournir les justificatifs (FLUMILOG, etc.) du confinement des effets létaux au sein du site dans un délai de six mois.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 4 août 2024, l'exploitant a informé les services de la Préfecture de sa décision de suspendre toute réception de déchets verts sur la plateforme à partir du 1er octobre 2024. La visite a confirmé l'absence de stockage de déchets végétaux sur la plateforme (hormis la présence de quelques souches). L'inspection des installations classées rappelle que si l'activité de broyage est mise à l'arrêt définitivement et, afin que le site ne relève plus de la rubrique 2794</p>

(installation de broyage de déchets végétaux non dangereux), l'exploitant doit engager la procédure de cessation d'activité prévue par l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner sur la question de la mise à l'arrêt définitif de l'activité de broyage des déchets végétaux sur ce site :

- en cas de décision d'arrêt définitif, mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.
- soit, en cas de maintien de l'activité de broyage, justifier du respect de dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : NIVEAU DE BRUIT**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant procède à la surveillance périodique de ses émissions sonores. La dernière campagne de mesurage a été réalisée le 21 novembre 2023, en période diurne, dans des conditions représentatives de l'activité de broyage. Les résultats montrent :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un respect du niveau de bruit en limite de propriété pour le point de mesure n°1 (62,5 dB(A) );</li> <li>- Le non-respect des valeurs limites dans la zone à émergence réglementée (le niveau d'émergence mesuré s'élève à 18 dB(A))</li> <li>- qu'aucune tonalité marquée n'a été détectée lors de la campagne de mesurage.</li> </ul> <p>L'exploitant informe qu'aucune activité de broyage n'est plus réalisée sur le site depuis le 1er octobre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le site étant autorisé pour l'activité de broyage au titre de la rubrique 2794 de la nomenclature des installations classées, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur la mise à l'arrêt définitif de l'activité de broyage et de mettre en œuvre, le cas échéant, la procédure de cessation d'activité. Il devra notifier au Préfet cette cessation 3 mois avant l'arrêt définitif de l'activité et faire attester de la mise en sécurité par un bureau d'étude certifié.</p> <p>Dans le cas du maintien de l'activité de broyage, l'exploitant doit mettre en place les mesures correctives permettant le respect des valeurs dans la zone à émergence réglementée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 5 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS SONORES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède à la surveillance des émissions sonores, tous les 3 ans. La dernière campagne de mesure a été organisée le 21 novembre 2023 dans des conditions représentatives de l'activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



## N° 6 : VALEURS LIMITES DE REJET

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l. Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ; c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain. - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral d'autorisation du site prévoit que les eaux de ruissellement issues de la plateforme de stockage soient collectées et renvoyées vers la station. La visite, ainsi que les plans fournis, n'ont pas permis de confirmer ce rejet dans la station ou si ces eaux sont rejetées dans le ruisseau. Il a été confirmé, en revanche, que les eaux de ruissellement issues des quais et de la voirie de la déchèterie transitent dans un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet au milieu naturel. L'exploitant n'a pas fourni d'analyses récentes de la qualité des eaux avant leur rejet au milieu naturel.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit confirmer si les eaux issues de la plateforme de stockage des déchets verts sont renvoyées vers la station ou le milieu naturel et doit se conformer à l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une surveillance de la qualité des rejets aqueux (eaux de ruissellement des quais et voirie et eaux de ruissellement de la plateforme) et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 7 : DECHETS SORTANTS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.</p> <p>a) Registre de déchets sortants</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la date de l'expédition ;</li> <li>-le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>-la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>-le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>-l'identité du transporteur ;</li> <li>-le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre numérique de déchets sortants. Le registre de l'année 2024 (tableur numérique) a été communiqué à l'inspection. Il comporte l'ensemble des informations exigées par l'arrêté ministériel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

